

« La facture budgétaire ? Nous ne céderons pas »

► Rudi Vervoort, ministre-président (PS) bruxellois, renvoie le fédéral à ses chiffres « incohérents », ceux transmis fin mars, accroissant la facture budgétaire des Régions.
► Qu'attend-il de Charles Michel ? « Qu'il reconnaisse que ça ne va pas, que ses chiffres ne tiennent pas. Et qu'il prenne de la hauteur. »

Le ministre-président bruxellois ne lâche rien sur la facture budgétaire (105 millions d'euros) héritée du fédéral, lequel incrimine la nouvelle loi de financement (lire ci-contre). Une mise en garde, autant qu'un appel pressant à Charles Michel. Rudi Vervoort s'explique. Et cogne.

Fin mars, à l'issue de son contrôle budgétaire, le fédéral adressait une facture de 750 millions d'euros aux Régions au titre de la nouvelle loi de financement. Où en est-on à Bruxelles ?

Ce qui s'est passé ces jours-là, soit le contrôle budgétaire fédéral durant le week-end, juste une réunion technique le lundi, et puis les entendre dire : voilà, c'est bon pour nous... C'est inacceptable ! Après cela, nous avons envoyé trois courriers au gouvernement, et nous avons juste eu un petit accusé de réception, par mail, de Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, pas Charles Michel.

Vous êtes toujours au même point ?

Oui. On a identifié 65 millions d'erreur rien que pour les « mécanismes de solidarité » en Région-Capitale, lesquels doivent se prolonger durant dix ans, ce qui fait 650 millions. Vous imaginez ?

Au sein du gouvernement bruxellois, vous êtes au diapason avec Guy Vanhengel, en charge du Budget, partenaire VLD, un parti qui est au fédéral aussi... Pas de nuage ? Même pas un brin ! L'objectif, c'est de faire tourner ensemble le modèle post-sixième réforme de l'Etat, ce qui ne veut pas dire qu'on est les meilleurs amis du monde, mais implique au moins le respect mutuel. Or, là ! On n'a toujours pas accès à la méthodologie utilisée par le fédéral, il y a plein d'incohérences, même le patron du SPF Finances l'a expliqué récemment, devant les parlementaires wallons, en substance : je peux justifier seulement 1,2 milliard sur les 3 milliards de dégradation des recettes IPP dont parle le gouvernement Michel...

A ce stade, vous repoussez toujours la requête fédérale, la facture de mars ?

Hervé Jamar, ministre fédéral du Budget, nous a demandé notre trajectoire budgétaire - destinée à l'Europe -, et on a gentiment répondu que, tant qu'on n'a pas les éléments, ils n'auront rien de notre part. Hervé Jamar a interpellé Guy Vanhengel précisément, qui l'a envoyé paître : merci, mais au revoir.

Et là, je m'étonne, évidemment, que Charles Michel ait annoncé vendredi qu'il avait validé son « programme de stabilité », alors qu'une réunion entre experts était prévue pour mardi, et que c'était un point à l'ordre du jour du comité de concertation de mercredi ! Non, au fédéral, nous disons : quels sont vos chiffres, vos explications ? On se fiche du monde !

Mais pourquoi donc le fédéral ferait-il cela ? Leur mobile présumé ?

C'est toujours difficile de reconnaître ses erreurs, et, probablement ont-ils été « pris » par les premiers chiffres demandés à l'administration pour réaliser leur contrôle budgétaire, qui restaient incertains. Mais après, ça devient politique : ils ont fait de la « Wallonie bashing », à cœur joie, et ça ! Voir Didier Reyniers dire à peu de chose près ; allez, maintenant on va voir de quoi vous êtes capables... Cette joie ! C'est inacceptable. Le reproche que je fais au Premier ministre, c'est que dans ce contexte, il ne peut pas, lui, apparaître comme étant dans un camp, il est la première personne politique du pays, il est francophone...

nant on va voir de quoi vous êtes capables... Cette joie ! C'est inacceptable. Le reproche que je fais au Premier ministre, c'est que dans ce contexte, il ne peut pas, lui, apparaître comme étant dans un camp, il est la première personne politique du pays, il est francophone...

Charles Michel ne tient pas son rôle ?

On aurait pu attendre plus de hauteur.

Mais qu'attendez-vous de lui ?

Qu'il reconnaisse que ça ne va pas. Que ses chiffres ne tiennent pas.

Mais ils ne vont jamais se raviser...

Alors il n'y aura pas d'accord.

Et alors ?

Nous, on ne va pas céder. Il faut rester calmes. Le moment est important.

Y a-t-il un rapport avec la participation de la N-VA ?

Elle est gagnante dans tous les scénarios. Dans un cas, ils récupéreront les sous, en Flandre, et dans l'autre, ils pourront démontrer que le fédéral ne fonctionne pas...

Vous ne céderez pas, dites-vous. Ils vont dire que c'est irresponsable, que la facture est là...

Quand je vais au restaurant, j'estime être en droit de payer l'addition en fonction de ce que l'on me sert, et ici, je ne sais toujours pas quels ingrédients ont été à la base de l'assiette que l'on m'apporte.

Non, on a raté une occasion de créer un climat de confiance entre les entités de l'Etat fédéral. Ce que l'on demande avec Paul Magnette, c'est de revenir à la clarté et la transparence, pour pouvoir défendre notre épure budgétaire, et la participation de Bruxelles à l'assainissement des finances publiques dans le pays. Ni plus ni moins. Je rappelle que nous sommes à l'équilibre, et que là, on nous plombe !

Vous ne croyez plus à une entente ?

En politique, rien n'est jamais définitivement perdu, il est indispensable de rétablir un climat de confiance, si l'on ne veut pas que tout l'édifice s'écroule.

La Belgique peut tourner malgré tout ?

La Belgique, elle tourne, mais nous verrons ce qu'il en est la semaine prochaine, avec le comité de concertation, mercredi prochain. Je vous ai dit à ce propos mon étonnement de voir Charles Michel valider, vendredi, son programme de stabilité ! En tout cas, si ça ne va pas mercredi, alors, là, tout doucement, on va aller vers des problèmes pour le pays.

Si vous deviez adresser un message au MR, le parti du Premier...

Charles Michel doit prendre la hauteur nécessaire. Là, il apparaît comme un Premier ministre qui a du mal à se départir d'une relation avec un partenaire dans la majorité (la N-VA, NDLR) et, en même temps, quelqu'un qui n'a pas digéré les élections, le fait de ne pas être dans les majorités francophones... Bon, nous, au PS, nous ne sommes pas au fédéral, c'est comme ça. Il faut dépasser tout cela. Charles Michel est Premier ministre, et dans ses actes, d'une certaine manière, il représente tout le monde, aussi les francophones, il ne faudrait pas qu'il l'oublie. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
PIERRE VASSART

PS « Retourner vers la base, les militants, trouver le nouveau logiciel »

Sur la scène politique, le fédéral domine. On entend peu les Régions, ou alors par antagonisme par rapport au fédéral.

C'est vrai. La polémique permanente, ça permet d'occuper le terrain médiatique, et la « suédoise » est très forte ! Très forte en « communication ». La N-VA en particulier. On ne parle que d'elle. Ils pourraient même déposer des listes du côté francophone ! Ils sont capables de le faire, notez. Quelle notoriété ! Même Francken est devenu un homme « populaire » en Wallonie, « connu » je veux dire. Bon, même Galant est populaire. Sérieusement, c'est interpellant la machine de guerre N-VA !

Les Régions dans tout cela ?

On disait qu'avec la sixième réforme de l'Etat, les entités fédérées allaient prendre le dessus, mais non ! dans le champ médiatique, le fédéral domine. La gestion de l'Etat est majoritairement dans les mains des entités fédérées, mais...

Ils gagnent le match de la com ?

Le match n'est pas fini.

Dans ce contexte, le PS ne vit pas bien sa relégation dans l'opposition au fédéral.

La réunion à Liège, avec le lancement du « Chantier des idées », a permis à beaucoup de militants de s'exprimer, c'est une nouvelle dynamique.

Pour autant, Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles, récemment en interview dans « l'Echo », a critiqué le « G9 » (groupe de responsables qui se réunissent informellement), le bureau politique, il veut « ouvrir » le PS...

Moi aussi je dis qu'il faut cela, « ouvrir » le PS, mais le problème n'est pas le G9 ou

le Bureau, c'est de retourner vers les militants, la « base ». On a le vertige d'une longue période sans élection en étant dans l'opposition au fédéral, tout ça pour un parti qui avait l'habitude de fonctionner

au pouvoir depuis 25 ans. On doit trouver le nouveau logiciel.

Vous évoquiez le congrès de Liège : parmi les thèmes qui sont « remontés », il y a l'exigence éthique...

A Bruxelles, ces questions ne se posent quasiment plus, on a fusionné les intercommunales, les problèmes liés à ce type de cumul, par exemple, sont réglés en grande partie, mais, oui, le thème a son importance pour les « chantiers » du PS.

Elio Di Rupo peut « porter » tout cela, passant du Seize à la présidence ?

Evidemment. Et ça, c'est des questions qu'on pouvait se poser avant. Il a été réélu. Si certains contestent ça, ils n'avaient qu'à se présenter. Après, on ferme sa gu... Bon, c'est une façon de dire. En fait, le PS doit être un parti qui accepte les débats, la contestation, c'est l'ADN de la gauche ! Sachant que ce qui doit continuer aussi à

faire notre force, c'est que quand on s'est mis d'accord sur quelque chose, on doit avancer tous dans la même direction.

On vous disait éteint politiquement, en particulier après la polémique, en janvier dernier, sur ce qui avait été perçu comme une comparaison entre la déchéance de nationalité et le régime nazi...

Ça n'a pas été un moment facile. Vous le savez, j'ai expliqué, je ne voulais évidem-

ment pas dire...

Vous irez au bout de la législature ?

Mais oui. Il y a eu des moments un peu difficiles, mais ce sont des péripéties. La gestion d'une Région comme Bruxelles nécessite de se fixer une route, s'y tenir, c'est ma tâche, et avec mon gouvernement, nous sommes en train d'accomplir un travail colossal. ■

Propos recueillis par
D.CI, P.V.

« Elio Di Rupo a été réélu, si certains contestent ça, ils n'avaient qu'à se présenter. Après, on ferme sa gu... »

Molenbeek « Il n'y a pas d'"affaire" Moureaux »

Cette semaine, on a appris que la commune de Molenbeek demandait sa mise sous plan d'assainissement. On a incriminé la gestion de son ancien bourgmestre, Philippe Moureaux (PS), qui se serait livré à des dépenses inconsidérées.

C'est le jeu politique classique local. Je comprends ce jeu qui permet de ressusciter Philippe Moureaux, dans le genre buffet froid, mais en réalité il n'y a rien pour nous de particulier. Nous négocions effectivement un plan d'assainissement avec Molenbeek, qui est en difficulté financière et qui pourrait élarger au Fonds de refinancement des trésoreries communales. Les montants qui ont été cités tournent autour des 24 millions d'euros, des montants comparables aux huit autres communes bruxelloises concernées par un plan d'assainissement. On n'est pas dans une situation budgétaire extraordinaire. Pendant des années, Molenbeek a respecté ses plans de gestion. Il est vrai que depuis

2008, on a pu observer à la fois une dégradation des recettes et une augmentation des dépenses. Mais ce n'est pas la seule commune qui connaît une dégradation depuis la crise économique.

On dit que Philippe Moureaux a recruté beaucoup de personnel en 2012, en pleine campagne électorale...

Si on regarde l'évolution entre les recettes et les dépenses, on voit qu'à Molenbeek, l'évolution de la recette est plus importante que l'évolution des dépenses de personnel. Si ici l'augmentation du personnel est plus importante, il faut aussi se dire que Molenbeek a énormément investi dans des infrastructures d'équipement (crèches et écoles), et un effet mécanique est l'augmentation des frais de personnel. Molenbeek est une des communes qui connaît la croissance démographique la plus importante. Tout ça traduit aussi des besoins supplémentaires en personnel.

Une crèche, c'est tout de suite une vingtaine d'emplois. Une école, ce n'est pas que les enseignants, c'est aussi le personnel administratif et d'entretien. Il y a une évolution de la masse salariale, c'est une évidence, mais on retrouve des augmentations du même type dans les autres communes.

Il n'y a pas d'« affaire Moureaux », quoi...

Objectivement, non. La dépense en personnel pour Molenbeek est sous la moyenne régionale, et elle l'est toujours restée même pour la période évoquée. Molenbeek a pris contact avec nous fin novembre pour nous demander d'élargir au Fonds de refinancement des trésoreries communales. Je ne dis pas que sa gestion a été parfaite, mais elle ne l'est nulle part,

puisque les budgets se font sur des projections, et parfois la réalité est un peu plus rude. Mais dire qu'il y a à Molenbeek un problème particulier, ce n'est pas le cas.

A l'époque, le ministre-président Charles Picqué avait tout de même envoyé un courrier d'avertissement à Philippe Moureaux pour le mettre en garde contre la dégradation des finances de sa commune. Oui, mais je signe régulièrement des courriers comme ça, et à tous les bourgmestres. Même les communes qui sont en boni, on fait un screening très précis de leur budget et on leur adresse quasiment à chaque fois des remarques.

C'est la gestion socialiste qui est incriminée ?

C'est lié à la personnalité de Philippe Moureaux. Je ne suis pas sûr que si un problème apparaissait à Watermael-Boitsfort, on ressortirait Martine Payfa... La tutelle n'est pas un outil politique. C'est un outil de gestion. Plus que jamais, nous devons travailler de concert. ■

Propos recueillis par
D.CI, P.V.

ANALYSE

L'Etat fédéral se fend au sud

Un mois a passé. Fédéral et entités francophones se regardent en chiens de faïence. Et, à quelques jours - mercredi prochain - d'un comité de concertation voué en principe à la coopération entre les chefs de gouvernement, Rudi Vervoort, ministre-président bruxellois, auquel on reproche sa discrétion sur la scène politique générale, se repositionne au passage, et tranche : « *Nous ne céderons pas.* »

Les chiffres fournis par le fédéral, explique-t-il, sont « *incohérents* », ils ne tiennent pas la route, ils plombent injustement les finances régionales, qui étaient en équilibre, les Bruxellois ne laisseront pas passer. On le pressentait. Nous voilà fixés. Le même (comme Paul Magnette à Namur) s'étonne de voir Charles Michel valider - vendredi après-midi - le « programme de stabilité » budgétaire de la Belgique, voué à l'Europe, alors que c'était là, précisément, un point à l'ordre du jour du comité de concertation de mercredi prochain, et que ni Bruxelles ni la Wallonie, c'est l'objet du propos de Rudi Vervoort, n'acceptent la facture adressée aux Régions par le fédéral...

Faut-il préciser que la mâle attitude adoptée par le Premier bruxellois trouvera un écho très favorable du côté de Namur, où le gouvernement wallon est en conclave budgétaire ce week-end. Le gouvernement Magnette-Prévot (PS-CDH) a été le premier à dénoncer les chiffres avancés par le SPF Finances pour le calcul de l'impôt des personnes physiques : la Wallonie perdrait 248 millions dans l'aventure !

L'objectif des Wallons est bien d'aboutir à un plan d'économies substantiel à la veille de la Fête du Travail. Mais pas question de sombrer dans l'austérité, de revoir par exemple la fiscalité à la hausse, alors que le budget initial s'appuyait déjà sur des efforts à concurrence de 650 millions

d'euros.

Avant que n'éclate la polémique, l'ajustement envisagé tournait autour des 70 millions d'euros. L'évolution des paramètres économiques rend indispensable un effort complémentaire de 70 autres millions. Soit. Mais pas question pour le solde de suivre aveuglément les chiffres avancés par l'administration fiscale fédérale.

Christophe Lacroix (PS), le ministre du Budget, l'a répété à maintes reprises : « *Nous voulons y voir clair, ce n'est pas le cas actuellement !* » Au parlement, Jean Hilgers, président du Conseil wallon de la fiscalité et des finances, a apporté de l'eau au moulin du gouvernement : « *Sur les trois milliards de non-rentées fiscales sur l'IPP annoncés par le fédéral, une somme de 1,8 milliard ne s'explique pas.* »

Conclusion ? C'est mur contre mur. Et, au-delà (si l'on peut) des questions d'argent, un test politique majeur pour l'Etat fédéral.

On l'a dit : un comité de concertation aura lieu mercredi prochain, et si aucun signe de détente n'en émane, on y verra, légitimement, la marque d'une possible... dislocation, graduellement, de l'Etat fédéral. Lourd.

Sachant, de surcroît, que les francophones portent, seuls, le fardeau : alors que les majorités sont identiques au nord (N-VA, CD&V et VLD participent aux gouvernements flamand et fédéral), ce qui garantit contre tout affrontement majeur, elles sont antagonistes au sud (le MR est le seul parti francophone au fédéral, alors que PS, CDH gouvernent en Wallonie, avec le FDF à Bruxelles), et c'est là, bien évidemment, qu'un front peut s'ouvrir, dans le même temps qu'une brèche dans l'Etat fédéral, qui peut aller s'élargissant. La N-VA ne s'en plaindrait pas.

D.CI, E.D., P.V